NOUVEAU REGLEMENT CONCERNANT LE RETOUR DE LA FARINE EN SURPLUS

ATTENDU que d'exiger des fermiers présentement de retourner tout surplus de farine, tel que requis par l'ordre numéro 31 de la Commission des vivres du Canada pourrait occasionner une perte de temps et nuire à la production—

Que dans l'exercice des pouvoirs qui lui ont été conférés par les décrets de Son Excellence le Gouverneur général en conseil, en date du 12 mars 1918 (C.P. 596 et 597), et de tous les autres pouvoirs qui lui ont été accordés pour la même fin, la Commission des vivres du Canada décrète par les présentes ce qui suit:—

La section I de l'ordre numéro 31 de la Commission des vivres du Canada, en date du 25 avril 1918, est amendée en ajoutant les sous-sections suivantes:

- (c) Tout cultivateur de bonne foi aura la permission de garder, sujet aux ordres de la Commission des vivres du Canada, le montant de farine, faite en tout ou en partie de blé, qu'il peut avoir en sa possession en sus de la quantité prescrite par le susdit ordre, si, le ou avant le 15 juin 1918, il fait rapport au meunier qui a fabriqué cette farine ou au marchand qui l'a vendue, la quantité de surplus qu'il a ainsi en mains. Il sera du devoir de ce meunier ou de ce marchand de faire rapport de toutes les quantités ainsi détenues à la Commission des vivres du Canada sur les formules fournies et au temps qu'il lui sera ordonné de le faire.
- (d) Toute personne détenant ou ayant en sa possession pas plus de 25 livres de farine faite en tout ou en partie de blé, ou qui détient ou a en sa possession à la date ci-haut mentionnée une partie seulement du contenant original dans laquelle la farine a été achetée, bien que ce montant excède 25 livres, aura la permission de la garder.

LICENCE POUR SALEUR

1. Aucune personne ne devra entreprendre l'abatage du bétail ou la fabrication des produits en provenant, sans au préalable avoir obtenu une licence de la Commission des vivres appelée "Licence pour saleur", sauf et excepté les personnes abattant du bétail exclusivement pour la vente dans leurs propres étaux de détail, et qui ont obtenu une licence de boucher en détail en vertu de l'Ordre no 22 de la Commission des vivres.

2. Tous les règlements maintenant édictés ou à être édictés par la suite par arrêtés en Conseil, ou par ordres de la Commission des vivres concernant la fabrication, l'achat ou la vente de tout aliment ou produits alimentaires, devront être applicables à, et être observés par toute personne qui fabrique ou négocie tout aliment ou produits alimentaires couverts par un de ces règlements.

3. Nul porteur de licence ne détruira de nourriture ou de produits alimentaires propres à la consommation des hommes, et ne permettra sciemment et volontairement le gaspillage ou la détérioration qu'il pourra empêcher dans l'emmagasinage ou la vente de toute nourriture ou de tous produits alimentaires.

4. Aucun porteur de licence ne devra ni directement ou indirectement, sciemment acheter toute nourriture ou tous produits alimentaires de ou pour toute personne requise de se pourvoir d'une licence de la Commission des vivres du Canada et qui n'a pas obtenu une telle licence, ni lui vendra tous tels produits.

5. Tout porteur de licence devra placer sur tous entêtes de lettres, contrats, commandes, listes de prix, acceptations de commandes, factures, listes de prix, cotes émises et annonces, les mots "Numéro de la licence de la Commission des vivres du Canada" suivis du numéro de cette licence, et devra montrer le nom de la licence en vertu de laquelle il exploite son commerce.

(6) Les porteurs de licence peuvent être requis de faire rapport mensuellement, et aussi souvent, en tel temps, et sur telle formule que pourra désigner par écrit la Commission des vivres du Canada, déclarant le stock en magasin, ou en cours de route sur commande du porteur de licence, et tous autres renseignements qui pourront être requis de temps en temps par la Commission des vivres du Canada.

7. Tout porteur de licence devra garder tous livres, factures, pièces justificatives et autres documents et inscriptions qui pourront permettre à la Commission des vivres du Canada, ou toute personne par elle autorisée, de vérifier tous rapports ou déclarations que le dit porteur de licence est requis de faire à la Commission des vivres du Canada.

8. Tout porteur de licence devra afficher dans sa place d'affaire la licence de la Commission des vivres du Canada, en vertu de cet Ordre, en un lieu apparent pour l'attention du public.

9. Les honoraires suivants seront payables pour les licences en vertu de cet ordre:—

Lorsque la valeur des marchandises vendues n'excède pas \$100,000.00 par année \$10.00
et \$5 pour chaque montant additionnel de \$50,000, ou fraction de ce montant.

10. Toutes les demandes pour licences devront être faites suivant la formule ci-jointe.

11. Toutes licences devront prendre fin le trente-unième jour de décembre de chaque année.

12. Tout porteur de licence devra donner avis par écrit à la Commission des vivres du Canada de tout changement d'adresse, ou de tout changement dans l'administration ou le contrôle, ou de tout changement dans le caractère des affaires transigées, au cours des dix jours qui suivront le ou les dits changements.

L'ASSOCIATION DES MANUFACTURIERS

La mise en nomination des candidats aux postes d'officiers de l'Association des Manufacturiers Canadiens (succursale montréalaise), a eu lieu cette semaine, et il n'y a eu que des élections par acclamation.

Les officiers, pour 1918-19, sont:

MM. C.-Howard Smith, président; M. T.-P. Howard, 1er vice-président; lieutenant-colonel W.-J. Sadler, deuxième vice-président; G.-F. Benson, A.-H. Brittain, B.-W. Coghlan, N.-R. Feltes, A. Harries, Michel Hirsch, A.-D. Huff, W. Jamieson, R.-H. McMaster, H.-E. Moles, S.-J.-B. Rolland, Eugène Tarte, John Lowe, et F.-W. Stewart.

Représenteront la succursale locale au conseil exécutif de l'Association: MM. William Rutherford, George-A. Slater, J.-R. Colbrow, W.-A. Desbarats, S.-W. Ewing, D.-J. Fraser, D.-E. Frosst, L. Grant, G.-W. Sadler, J.-H. Sherrard, R.-E. Jamieson et F. van Bruysell.

La convention annuelle de l'Association sera tenue, cette année, à Montréal, les 12 et 13 juin prochains.

LE COMMERCE EXTERIEUR DU ROYAUME-UNI

Le rapport mensuel publié par le Board of Trade, indique que durant le mois d'avril, la Grande-Bretagne a exporté 392,368,000 verges de cotonnades, comparativement à 347,440,000 verges durant la période correspondante de 1917.

Le montant total des importations des diverses sortes de marchandises fait voir une augmentation de £35,300,000 et celui des exportations une plus-value de £4,272,000.

LE COMMERCE EXTERIEUR DES ETATS-UNIS

Les statistiques publiées par le Département du Commerce démontrent que, durant le mois d'avril, les exportations américaines ont atteint le chiffre de \$500,000,000, comparativement à \$530,000,000, durant le mois correspondant de 1917.

Les importations ont été pour avril, de \$279,000,000, contre 254,000,000 durant la période correspondante de l'année précédente.

Pour les dix mois finissant le 30 avril dernier, les exportations se sont totalisées à \$4,894,000,000, contre \$5,167,000,000 les dix mois correspondants de 1917. Les importations ont augmenté de \$230,000,000 comparativement à la période correspondante de l'année précédente.

Depuis la déclaration de la guerre, la balance du commerce est montée en faveur des États-Unis au chiffre énorme de \$9,386,004,669.